

PV N° 36 de la séance du Conseil communal de Saint-Prex
mercredi 05 Mai 2021

Présidence : M^{me} Sylvie **FUCHS**

Secrétaire : M^{me} Anne **DEVAUX**

Scrutateurs : M^{me} Marie-Claire **MAMIN** et M. Antonio **TODDE**

Huissière : M^{me} Claire **MATTI**

Ordre du jour :

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du PV de la séance du mercredi 10 mars 2021
4. Communications du Bureau
5. Communications de la Municipalité
6. **Rapport sur le préavis 08/09.2020** Demande d'un crédit pour financer:
 - la sécurisation du plongeur,
 - le réaménagement de la plage, de l'accès au lac, de l'accès Nord et modification du chemin, abattage et remplacement des arbres, zone de grillades et petites démolitions et emplacement protégé pour les poubelles,
 - le système d'arrosage et amenée d'eau potable,
 - l'aménagement d'une terrasse en bois,
 - la place de jeux relatif à la plage du Chauchy.
7. **Préavis 03/05.2021** - Demande d'un crédit de Fr. 201'600.00 pour financer le changement du dégrilleur, de la torchère, de la benne à boues, de la bureautique de la supervision, ainsi que d'automates de la station d'épuration intercommunale
8. **Préavis n° 04/05.2021** – Adoption de la gestion et des comptes 2020. Ce préavis sera distribué en début de séance avec la brochure contenant les comptes et le rapport de gestion
9. **Simple questions**
10. **Contre-appel**

|*****

Il est 20h00 lorsque la Présidente, M^{me} Sylvie **FUCHS**, ouvre la séance.

1) Appel

M^{me} Marie-Claire **MAMIN**, scrutatrice, procède à l'appel.

Excusé.e.s :

Juan-Carlos **LANDROVE**, Sacha **MEIER**, Joël **TARDY**

Absent.e.s :

Luis Antonio **BABO**, Henri **HALLER**, Vincent **PERRUCHOUD**, Roland **THIÉBAUD**

57 membres du Conseil étant donc présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil communal.

2) Adoption de l'ordre du jour

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée, la Présidente passe au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

DÉCIDE

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité

3) Adoption du PV n° 35 de la séance du 10 mars 2021

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, le sujet est porté au vote

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

DÉCIDE

Le PV n°35 est accepté à l'unanimité.

4) Communications du bureau

M^{me} Sylvie **FUCHS** prend la parole.

Hommage

Nous avons appris le décès du père de M^{me} **COURTAIS**, ancienne secrétaire du Conseil et beau Papa de M. Jérôme **COURTAIS** conseiller. Nous adressons nos condoléances à sa famille et je vous propose un moment de silence.

Remerciements

Tout d'abord permettez-moi de remercier tous les témoignages, messages, cartes et fleurs qui m'ont été envoyés pendant cette période difficile. Désormais mes problèmes de santé sont derrière et je suis contente de vous retrouver ce soir.

Je remercie M. Pierre Enderlin d'avoir assumé en mon absence les séances du conseil.

Je remercie chaleureusement aussi, M. Antonio **TODDE** qui a présidé le dépouillement des élections et votations du 7 mars.

Election des autorités, pour la prochaine législature

Nous avons désormais 4 municipaux élus au premier tour:

M. Stéphane **PORZI** élu en tête avec 1023 voix et désormais élu comme notre Syndic pour les 5 prochaines années.

Mme Véronique **SAVIOZ** avec 923 voix

M. Anthony **HENNARD** avec 845 voix

Et Mme Anouk **GAÜMANN** avec 785 voix

Je leur adresse nos plus vives félicitations pour leur élection.

Vous le savez le deuxième tour devait départager les 5 candidats pour le 5^e poste de Municipal de Saint-Prex.

Fait rarissime, MM. Pierre Enderlin et Jan Von **OVERBECK** sont arrivés en tête mais ex-æquo, avec chacun le même score de 283 voix.

Une procédure de recours est actuellement en cours et nous attendons la décision du Conseil d'Etat qui désignera le 5^e Municipal de Saint-Prex.

Je tiens à dire une nouvelle fois, ma tristesse aux deux candidats pour une situation qui ne contente personne. Etant la responsable du Bureau de dépouillement de l'élection, j'en assume la responsabilité.

Election du conseil communal

Le conseil communal de la prochaine législature a été élu le 7 mars et sera composé de 65 conseillers:

47 sièges pour l'Entente Saint-Preyarde

13 sièges pour le PLR

5 sièges pour Alternative pour Saint-Prex

Je salue une belle mobilisation et des listes de «viennent-ensuite» réjouissantes, qui montrent la motivation des citoyens de la commune de Saint-Prex, ainsi qu'une forte poussée du nombre de conseillères qui se sont lancées dans cette aventure. Cela amènera à presque 37% la part féminine dans le conseil. Je m'en réjouis et nous aurons moins de difficultés à une représentation féminine notamment dans les commissions.

J'adresse à chacune et chacun nos félicitations pour leur élection et leur engagement au service de notre belle commune.

Composition des commissions

Je fais suite au courrier de la Municipalité concernant la composition des commissions. Vous savez que nous avons particulièrement cette année de fin de législature, dû débattre de nombreux préavis par des commissions ad hoc.

Je note que la composition de notre conseil étant de 65 conseillères et conseillers dont nombre d'entre eux sont occupés par des commissions permanentes dont la charge est parfois très lourde. Ceci nous a limités fortement sur les possibles disponibilités de chacun.

J'entends la remarque et je vous rappelle que l'engagement au conseil communal implique ce travail intéressant et nécessaire qui prend du temps aux concernés.

Nous faisons le maximum pour que les commissions soient réparties de façon équilibrée en fonction de critères de représentation des groupes, des représentantes minoritaires féminines tant que c'est possible, mais elles sont donc plus sollicitées que d'autres étant moins nombreuses, mais aussi de la disponibilité sur une période ou des absences pour raisons privées ou professionnelles, voire de l'intérêt sur un sujet. Les rotations se font via un fichier informatique et pas en piochant les noms dans un chapeau, comme j'ai pu l'entendre, mais de façon structurée et je l'espère, juste, en fonction de tous ces critères. Pour une transparence plus grande, nous avons désormais lors de la séance du bureau en vue de la préparation de la séance du conseil, rajouté ce point à l'ordre du jour. Ainsi la nomination des commissions est validée de manière collégiale au sein du bureau.

J'en profite pour vous annoncer que la séance d'installation des autorités se déroulera le 14 juin. Vous recevrez prochainement la convocation.

Présidence du Conseil

Enfin, pour permettre au Conseil d'anticiper plutôt que de faire un effet de surprise, je vous annonce que j'ai décidé de ne pas me représenter à la présidence du conseil pour la prochaine année.

Je remercie toutes celles et ceux qui m'ont aidée, soutenue, coachée dans cette année de présidence bien atypique. Je remercie particulièrement chacune et chacun des membres du Conseil, et les membres du Bureau, M. Pierre **ENDERLIN** qui a montré une très grande adaptabilité pendant une vice présidence animée.

M^{me} Anne **DEVAUX** qui s'est fortement investie pour servir le conseil et comprendre les nombreuses tâches et connaissances nécessaires. M. Steve **BRUCHEZ** qui a assuré la transmission du secrétariat, M^{mes} Marlyse **Dutoit**, Marie-Claire **MAMIN**, M^{me} Sandrine **PITTOLAZ**, M. Antonio **TODDE** qui ont montré une grande implication pendant cette année marquée par beaucoup de votations, d'élections et de travail au service de la population de Saint-Prex. Nous avons la chance d'avoir des personnes responsables, positives et motivées avec des compétences techniques et humaines solides, qui savent se rendre disponibles avec le sourire.

Je remercie aussi les chefs de groupe, M. Michel **CONNE** et M. Louis-Claude **PITTET**, tous les membres de la Municipalité, sans oublier M^{me} Ariane **GUYOMARD** et M. Jean-Yves **THÉVOZ**. J'ai eu, malgré certaines circonstances, beaucoup de plaisir à vous représenter et je vous remercie de l'honneur qui m'a été fait.

Ceci m'amène à la conclusion, nous devons élire un nouveau président tout prochainement. Nous devons attendre la décision du Conseil d'état qui doit faire diligence selon l'article 124, et nous ferons appel aux candidatures par les chefs de groupes du conseil de la nouvelle législature.

Ma recommandation est à l'occasion, d'envisager d'élire une nouvelle présidente ou un nouveau président un vice-président et aussi un second vice-président.

Pour rappel, si nous n'avons pas de candidature il faudra voter à bulletin secret et une majorité relative pourra permettre l'élection.

5) Communications de la Municipalité

Toutes les communications de la Municipalité se trouvent en annexe du présent procès-verbal.

6). Rapport sur le préavis 08/09.2021 Demande d'un crédit pour financer:

- la sécurisation du plongoir,
- le réaménagement de la plage, de l'accès au lac, de l'accès Nord et
modification du chemin, abattage et remplacement des arbres, zone de
grillades et petites démolitions et emplacement protégé pour les poubelles,
- le système d'arrosage et amenée d'eau potable,
- l'aménagement d'une terrasse en bois,
- la place de jeux relatif à la plage du Chauchy.

M^{me} Sylvie FUCHS appelle M. Nicolas **COTTIER**, rapporteur accompagné par M. Sébastien **PITTET**, rapporteur de la première présentation de la commission sur ce préavis (cf PV n° 33 du 9 décembre 2020)

M. Sébastien **PITTET** rappelle l'implication de la commission dans son ensemble sur ce dossier en temps de travail et de recherche. Onze séances qui représentent 340 heures cumulées, y ont été consacrées. Il remercie M. Nicolas **COTTIER** pour son implication et sa diligence sur ce dossier.

La Présidente appelle M. Michel **CONNE**, rapporteur de la commission des Finances.

La présidente annonce une demande de sous-amendement présenté par la Municipalité (en annexe de ce PV)

A l'issue de la lecture du sous-amendement par M. Le syndic Daniel **MOSINI**, concernant la demande d'un crédit de Fr. 221'200.- pour procéder aux travaux de remise en état de la structure du plongoir en remplacement de la somme préconisée par la commission de Fr. 180'000.-, M. Nicolas **COTTIER** demande la parole pour exprimer la position de la commission qui recommande de refuser ce sous-amendement au motif que les prestataires doivent comprendre que «l'argent ne pousse pas sur les arbres» et à fixer plus justement le montant de leurs prestations.

M. Daniel **MOSINI** apporte une information de l'avocat conseil de la Commune qui propose de recourir à un nouvel avis d'expert pour départager les positions respectives de la Municipalité et de la commission.

M^{me} Carine **TINGUELY** demande la parole qui lui est accordée reconnaît que le chiffrage sur les nouvelles bases des travaux de remise en état du plongoir évoquées dans le rapport de la commission, a été fixé de façon approximative par les experts. La Municipalité demande un supplément de crédit eu égard à la complexité des travaux. Aux critiques de M. Nicolas **COTTIER**, concernant l'utilisation des deniers publics, M^{me} Carine **TINGUELY** met en avant 10 ans de gestion et de réalisations de projets au plus près du respect des intérêts de la Commune y compris au niveau des finances publiques. Elle manifeste le côté offensant de ces critiques et demande au Conseil communal de faire confiance à la Municipalité, tant celle-ci a montré sa compétence à mener à bien les préavis.

Avant d'ouvrir la discussion, M^{me} Sylvie **FUCHS** propose aux membres du Conseil deux façons de traiter le préavis:

Solution 1

- de façon globale selon la volonté de la Commission, en ouvrant le point 1 sur le plongoir avec son sous-amendement et son amendement et de passer au point 2.

Solution 2

- De façon séquencée point par point selon les recommandations de la DGAIC (Direction générale des affaires institutionnelles et des communes) et de la préfecture.

La question est mise au vote à main levée:

La solution 1 est adoptée à l'unanimité

M. Michel **CONNE** demande la parole qui lui est accordée pour confirmer qu'en 10 ans, ainsi que l'a affirmé Mme Carine **TINGUELY**, jamais la Municipalité n'a dépensé de l'argent qui n'était pas nécessaire et a toujours économisé *«intelligemment et pas des bouts de chandelles»*

La discussion est ouverte

M^{me} Sandrine **PITTOLAZ** remercie la Commission pour l'immense travail et elle annonce qu'elle votera oui à l'amendement de la Commission à savoir accorder un crédit de Fr.-180'000 pour la réalisation des travaux de remise en état du plongoir. Elle se prononce contre le recours à un nouvel avis d'expert.

M. Pascal **GIRARDET** souhaite comprendre à quoi serviront les Fr.40'000.- supplémentaires demandés par la Municipalité, il lui est répondu que cet argent sera utilisé pour le dragage autour du plongoir ce qui n'est pas prévu dans le devis de la Commission. Il demande pourquoi il y a divergence sur le point du dragage entre la commission et la Municipalité.

M. Nicolas **COTTIER** répond qu'il s'agit d'une question de cohérence, car cela remet en cause tout ce que le nouveau rapport amène au sujet des normes de profondeur de l'eau nécessaire à la sécurité des utilisateurs du plongoir, à savoir 3,10 m. L'expert sollicité a affirmé qu'il n'y avait pas besoin de dragage. En demandant un dragage on alourdit la charge de la responsabilité de la Commune. Il amène un distinguo entre « ne pas faire confiance » et ne « pas être d'accord », affirmant que l'expression d'un désaccord n'est pas celle d'un manque de confiance. Il s'adresse à M^{me} Carine **TINGUELY** pour lui assurer «du fond du coeur» qu'il n'a jamais eu la volonté de l'offenser et que la commission se sent elle-même offensée en étant taxée d'être offensante, au regard de l'énorme travail qui a été effectué sur ce préavis pour arriver à la somme de Fr.180'000.-.

M^{me} Carine **TINGUELY** rappelle qu'il faut tout de même faire confiance aux ingénieurs et revient sur le sujet de la sécurité et de la responsabilité de la Municipalité, au cas où la profondeur de l'eau serait, pour une raison ou pour une autre, inférieure à 3,10 autour du plongoir. Un dragage permettrait de donner une marge de sécurité qui absorberait les différentiels de niveau d'eau qui ne manqueront pas de se manifester. Pour conclure sur le sujet de l'offense, elle soutient que la commission a fait un travail extraordinaire avec des remerciements particuliers pour MM. David **CLÉNIN** et Fabrice **DESSAUX** d'avoir permis à la Municipalité de rencontrer le Pr Eugen **BRÜHWILER** qui a énormément enrichi la réflexion au sujet des normes en général et du plongoir en particulier.

M. Daniel **MOSINI** fait lecture des propos de M. Eugen **BRÜHWILER** qui considère qu'un simple dragage ne coûterait pas plus de Fr. 10'000.- et est envisageable, ajoutant que l'opération ne serait à recommencer qu'après de longues années.

M. Philipp **LANGER** félicite la commission pour le travail effectué, notamment la remise en cause des normes émises par les premiers experts au sujet du plongoir.

M^{me} Sophie **ROUQUETTE-STUDER** remercie toutes les parties impliquées dans ce projet, soutenant que ce nouveau rapport apporte de la clarté qui permettra à chacun de voter de façon rationnelle et non plus émotionnelle. Elle demande: En quoi consistent les petits

travaux de réparation? Qu'est ce qui a été prévu pour fermer le plongeoir pendant les périodes où il ne doit pas être utilisé pour des raisons de sécurité (période de basses eaux)? Quelle signalétique? Et si le tout est prévu dans le budget sur lequel le Conseil communal va se prononcer?

M^{me} Carine **TINGUELY** répond que des panneaux sur la plage sont prévus ainsi que sur le plongeoir qui permettront de constater le niveau réel de l'eau. Des bouées seront placées pour gérer l'accès au plongeoir et le côté où il faut sauter. Les travaux seront effectués directement sur la structure métallique du plongeoir sans le sortir de l'eau. Le plongeoir sera fermé par des panneaux qui empêcheront d'y accéder pendant les périodes de basses eaux. Elle remercie les ingénieurs qui ont accepté de réviser leurs position en allant dans le sens des préconisations du Pr **BRÜHWILER**.

M^{me} Barbara **DELLWO** souhaite des précisions sur la procédure à suivre pour le vote concernant l'amendement, le sous-amendement et le préavis et quid si la demande d'un nouvel avis d'expert proposé par M. Daniel MOSINI était retenu?

M. Nicolas **COTTIER** souligne à quel point la proposition d'un nouvel avis d'expert proposé par l'avocat conseil de la Municipalité apporte de la confusion au débat. Il rappelle qu'il appartient à la Municipalité de suivre ou pas cette proposition. Quant à la commission, elle reste sur sa position initiale, considérant que les réponses apportées sont claires et ne nécessitent pas un avis supplémentaire, qu'elle n'aurait pas manqué de prendre si cela lui avait paru nécessaire.

M. Bernard **VERMEULEN** demande des précisions sur la période de baignade, Par ailleurs, il pense que l'utilisation optimum du plongeoir en toute sécurité par les jeunes nécessite de les éduquer à respecter les consignes et propose de déplacer un des garde-bain de la piscine à la plage du Chauchy de temps en temps. Il considère que le dragage serait plus dangereux pour la personne qui plongerait la tête la première en cas de choc, car le fond serait plus dur que la couche de sédiments actuelle.

M. Sébastien **PITTET** lui répond que le niveau d'eau de 3,10 m nécessaire à l'utilisation du plongeoir est valable de fin mai/début juin à fin novembre. Concernant le dragage, cela ne servira pas à grand chose car la zone entre le débarcadère et le Coulet est une zone de hauts fonds recouverte de sable et en cas de vent d'ouest «cela brasse».

M. Daniel **MOSINI** annonce que la Municipalité a renoncé à solliciter un nouvel expert lors de sa dernière séance.

M^{me} Barbara **DELLWO** revient sur le sujet de l'avis d'expert et demande s'il ne serait pas judicieux de déposer une motion d'ordre qui suspendrait le débat et reporterait la décision au lieu de voter un crédit qui pourrait être remis en cause par un nouvel avis d'expert si cela est nécessaire au sujet.

M. Daniel **MOSINI** répond que dans tous les cas l'avis d'expert n'empêche pas le débat, ni le vote de ce soir.

M. Roland **LOSCHER** souligne « *qu'on nage un petit peu dans le flou* » en alignant les faits: la sécurisation du plongeoir est passé de Fr. 1,2 million à un amendement de la commission fr.- 180'000 , sous-amendé à Fr. 220'000.- par la Municipalité qui parle aussi d'un nouvel avis d'expert, « *alors peut-être qu'il faut retirer le préavis ou se décider maintenant* ».

M^{me} Carine **TINGUELY**: Qui dit sécurité, dit responsabilité de la Municipalité et aussi responsabilité pénale, dans ce cas, ce n'est pas la Municipalité, mais une personne. L'avocat conseil met en exergue cet aspect du sujet qu'un jour, il pourrait arriver un accident et qu'il n'est pas possible d'ignorer cette éventualité. Si jamais, il arrivait que le cas soit porté au

tribunal, tout les dossiers concernant le plongeoir, y compris le débat de ce soir seraient examinés par les avocats et les assurances.

M. Nicolas **COTTIER** recommande de voter l'amendement ou même le sous-amendement mais de voter afin de permettre à la Municipalité d'aller de l'avant.

M. Stéphane **PORZI** est en phase avec Nicolas **COTTIER**, tout en affirmant que ce projet comporte encore des dangers. Le sous-amendement qui accorderait Fr 220'000.- permettrait de couvrir l'ensemble des travaux et si c'est l'amendement de Fr. 180'000.- qui l'emporte, cela n'empêchera pas la Municipalité de demander une rallonge si nécessaire. «Je suis un peu déçu que toute la partie concernant la plage soit écartée, car il y a des feux verts allumés au niveau des autorisations cantonales et de la protection de la nature qui ne le resteront peut-être pas», a-t-il ajouté.

M. Alexandre **WOHNLICH** s'exprime à propos des avis d'expert qui sont le meilleur moyen de bloquer un projet lorsqu'on en sollicite trop. Il rappelle que *«ne serait-ce que pour justifier ses honoraires un expert ne dira jamais la même chose qu'un autre expert»*.
(Applaudissements de la salle)

M. Yves **MORAND** apporte des précisions sur les mesures du niveau du lac et il ne comprend pas pourquoi on fait une fixation sur la sécurité du plongeoir et l'engagement de la responsabilité de la Municipalité, quand il y a bien d'autres endroits plus dangereux dont on ne s'occupe pas, comme la jetée en béton au Chauchy.

M^{me} Véronique **SAVIOZ** revient sur le conseil de prendre un nouvel avis d'expert pour expliquer que cela rentre dans la perspective que tous les enjeux concernant la sécurité du plongeoir ont bien été pris en compte dans la réflexion du projet, notamment en cas d'accident.

M. Louis-Claude **PITTET** remercie la commission pour son titanesque travail et le groupe soutient le rapport de la commission.

La parole n'est plus demandée, on passe au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le présent sous-amendement
- Entendu le rapport des commissions

DECIDE

1. De sous-amender le point 1 des conclusions de l'amendement déposé par la commission concernant le préavis 08/09.2020 comme suit :

Travaux de remise en état de la structure du plongeoir

- D'autoriser la Municipalité à procéder aux travaux nécessaires à l'entretien du plongeoir;
- de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 221'200.-;
- d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou les recettes courantes de la bourse communale;
- d'admettre que cette dépense soit amortie en une fois l'année qui suit les travaux par reprise du compte de réserve 9281.04 Fonds d'entretien et de rénovation d'immeubles;
- d'assurer que le planning des travaux prenne en compte que le plongeoir soit ouvert durant la saison d'été 2021.

Avis Favorables : 17

Avis contraire : 31

Abstentions : 4

Le sous amendement est rejeté

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

Vu ce le présent amendement

Entendu le rapport de commission

DECIDE

1. D'amender le point 1 des conclusions de l'amendement déposé par la commission concernant le préavis 08/09.2020 comme suit :

Travaux de remise en état de la structure du plongeur

- D'autoriser la Municipalité à procéder aux travaux nécessaires à l'entretien du plongeur;
- de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 180'000.-;
- d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou les recettes courantes de la bourse communale; -
- d'admettre que cette dépense soit amortie en une fois l'année qui suit les travaux par reprise du compte de réserve 9281.04 Fonds d'entretien et de rénovation d'immeubles;
- d'assurer que le planning des travaux prenne en compte que le plongeur soit ouvert durant la saison d'été 2021.

Avis Favorables : 55

Avis contraire : 0

Abstentions : 1

L'amendement est accepté à la majorité

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

Vu ce le présent amendement

Entendu le rapport de commission

DÉCIDE

D'amender le préavis par la suppression de ses points 2 à 5

Avis Favorables : 53

Avis contraire : 0

Abstentions : 3

L'amendement est accepté à la majorité

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

Vu ce le présent préavis

Entendu le rapport de commission

DÉCIDE

D'approuver le préavis 08/09.2020 tel qu'amendé

Le préavis amendé est accepté à l'unanimité

7) Préavis 03/05.2021 - Demande d'un crédit de Fr. 201'600.00.- pour financer le changement du dégrilleur, de la torchère, de la benne à boues, de la bureautique de la supervision, ainsi que d'automates de la station d'épuration intercommunale

La commission suivante est nommée

M. Roland **LOCHER**
M. Eric **JANICAUD**
M. Sylvain **RODRIGUEZ**
M. François **SIEGWART**
M. Alexandre **WOHNLICH**

Suppléants :

M. Christian **BOILLAT**
M^{me} Sandrine **PITTOLAZ CROUTAZ**

8. Préavis n° 04/05.2021 – Adoption de la gestion et des comptes 2020. Ce préavis sera distribué en début de séance avec la brochure contenant les comptes et le rapport de gestion

Le préavis est transmis à la commission des finances et à la commission de gestion.

9) Simple questions

Titre d'article pour la presse

M. Frédéric **BERTHOUD** se réjouit du vote concernant le plongoir. cependant, il a été interpellé par beaucoup de jeunes, d'enfants et de mamans qui craignaient la disparition du plongoir. Les représentantes de la presse étant présentes, il propose le titre de l'article à venir « Saint-Prex a sauvé son plongoir ».

Vaccination anti-Covid

M. Jan **Von OVERBECK** intervient concernant le suivi du projet de la vaccination anti-covid à Saint-Prex qui est mis en suspens en raison de l'efficacité du canton à ce sujet. Il remercie la Municipalité pour son soutien à ce projet.

Salle des séances du Conseil communal

M. Sébastien **PITTET** souhaite que la Municipalité insiste pour qu'à l'avenir les séances du Conseil communal se tiennent au Vieux-Moulin et non pas au Cherrat comme prévu.

Passages piétons

M. Yves **MORAND** demande si la Municipalité a une réponse concernant le passage piéton au Taillecou ?

M^{me} Carine **TINGUELY** répond à M. Yves **MORAND**: Le sujet a été traité au sein de la Commission PRM (Police Région Morges). La directive qui exige que les passages piétons soient supprimés dans les zones 30 s'applique depuis 20 ans et les Communes ont mis du temps à réagir. *« Vous devez savoir que si vous traversez à côté d'un passage piéton marqué vous pouvez être amendé. Il y a donc obligation d'utiliser les passages piétons. Le but est de gérer avec la PRM et de supprimer les passages piétons partout où ils n'ont pas lieu d'être. »*

M. Alain **JOUFFREY** apporte sa toute récente expérience du carré vert à la place du classique passage piéton et se demande s'il serait possible de se renseigner à ce sujet.

UAPE

M. Michel **CONNE** pose la question: Comment gérer le manque de places à l'UAPE pour les familles qui ont plusieurs enfants, dont au moins un bénéficie d'une place à l'UAPE?

M. Anthony **HENNARD** lui répond: Il faut poser la question à l'AJEMA et à la direction de la crèche concernée. Normalement, il y a des priorités pour les fratries.

Bar Ephémère Tic Toc

M. Michel **CONNE** demande si la circulation automobile peut-être suspendue pour profiter au mieux du bar Tic Toc.

M. Stéphane **PORZI**, une demande est faite pour fermer la circulation à certains horaires aux bénéfices des terrasses à la place de l'Horloge.

Piscine

M^{me} Sophie **ROUQUETTE-STUDER** demande un état des lieux concernant l'utilisation de la piscine.

M. Stéphane **PORZI** à l'heure actuelle, on a le droit à 15 personnes et aux écoles. Nous avons donc très peu d'ouverture pour le grand public et cela pose un problème pour les abonnés s'ils ne peuvent pas utiliser complètement leur abonnement, on attend donc d'autres mesures pour ouvrir normalement.

Chiens en laisse

M. Dominique **DUBUGNON** a remarqué que certains propriétaires d'un ou plusieurs chiens ne respectent pas l'obligation de les tenir en laisse à partir du 1^{er} avril et ce pendant toute la période de reproduction de la faune, jusqu'au 15 juillet. Cependant, cela n'est pas indiqué sur le territoire de la Commune et propose que des pictogrammes soient mis en place pour sensibiliser les propriétaires d'un ou plusieurs chiens.

M^{me} Carine **Tinguely** répond à ce propos que des panneaux sont prévus aux endroits les plus fréquentés par les chiens, notamment dans la forêt du Cherrat et du Boiron.

Projet Skate Park

M. Jean-François **CHAVANNES** qui a lu dans la presse que la Commune de Lutry met un demi-million pour un skate park et se demande si un jour on pourra lire « Saint-Prex met un demi million pour un skate park »

M^{me} Carine **TINGUELY** en profite pour pousser un petit coup de gueule sur le poids de la péréquation sur les finances et malgré tous les feux verts pour un tel projet, ce n'est pas possible d'avancer dessus parce « toutes nos noisettes vont nourrir celui que la presse a surnommé « l'écureuil obèse », à savoir M. Pascal **BROULIS** ». Concernant plus particulièrement le skate Park, c'est effectivement un projet coûteux. Le projet existe mais il est actuellement dans un tiroir.

Asphalte

M. Philipp **LANGER** a pu constater lors d'un passage impressionnant de chars à Saint-Prex de fortes vibrations de la route. Il demande qui paye les dommages éventuellement occasionnés à l'asphalte récemment posé?

M. Daniel **MOSINI** remarque que les passages de chars sont extrêmement rares et si cela occasionnait des dégâts, la Confédération participerait.

10) Contre-appel

La Présidente remercie l'assistance et lève la séance à 22h40.

La Présidente



Sylvie **FUCHS**



La Secrétaire

Anne **DEVAUX**



**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 mai 2021**

Communication n° 13/05.2021

Objet: présence de corneilles

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

À la suite de l'intervention de M. Rochat lors de la dernière séance du Conseil communal quant à la quantité de corneilles présentes au Cherrat, M. Lenoir, chef du SEEP, a approché le garde-faune.

Il en ressort que, selon le cadre légal en vigueur (notamment la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages LChP et son ordonnance d'application), la corneille noire et le corbeau freux bénéficient d'une période de protection allant du 16 février au 31 juillet, sauf les bandes de corneilles noires sur les cultures. Les gardes-faune peuvent dès ce moment-là faire des tirs d'effarouchement. Les corneilles sont chassables en période de chasse mais évidemment hors localité pour des raisons de sécurité.

Les nuisances sonores ne sont pas reconnues par la LChP comme un dégât important permettant au Canton de prendre des mesures particulières en période de protection. La destruction des nids est également interdite. Sur cette base, les corneilles présentes au Cherrat ne sont pas chassables.

En termes de mesures, il n'y a pas de régulation des populations de corneilles à proprement parler, mais les gardes-faune peuvent effectuer des tirs ponctuels d'effarouchement en milieu agricole afin de limiter les dégâts aux cultures.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 mai 2021/AG – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, municipale, au 079 354 15 83

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 mai 2021**

Communication n° 14/05.2021

Objet: statistiques déchets 2020

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous avons le plaisir de vous communiquer les informations sur les déchets récoltés sur notre territoire pour l'année 2020.

Nous constatons une constante diminution des quantités de déchets récoltés par habitant depuis l'introduction de la taxe au sac. De 594 kg par habitant récoltés en 2012, nous sommes passés à 371 kg pour 2020, ce qui correspond à une réduction supérieure à 37 % par rapport à 2012.

La pandémie de la COVID-19 se ressent dans les déchets. Dans le détail, nous constatons une hausse par habitant concernant les ordures ménagères, qui passent de 130 à 138 kg et le verre de 23 à 33 kg. Une baisse est en revanche constatée pour le papier-carton qui passe de 78 à 68 kg et la ferraille qui passe de 11 à 10 kg/habitant. Les déchets compostables restent quant à eux stables, soit de 80 à 81 kg/habitant. Les autres déchets, tels que le bois (30 à 24 kg) et les encombrants (20 à 17 kg) sont en baisse.

A la suite de l'incendie de la déchèterie le 29 juin 2020, les citoyens ont pu se rendre aux déchèteries d'Etoy et de Morges. Cette délocalisation a certainement eu un impact sur le total des déchets récoltés.

La taxe individuelle annuelle pour les déchets a baissé au fil des années, passant de Fr. 150.– en 2012, à Fr. 120.– en 2014 et à Fr. 108.– depuis 2018. Elle est maintenue au même prix pour 2021, soit Fr. 108.–.

La taxe entreprise, initialement de Fr. 200.–, se monte à Fr. 180.– depuis 2019. Les nouvelles sociétés sont exonérées de la taxe durant l'année de leur création depuis cette même année. Cette taxe est également maintenue au même prix pour 2021, soit Fr. 180.00.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 mai 2021/CM – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, vice-syndique, au 079 354 15 83

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 mai 2021**

Communication n° 15/05.2021

Objet: extinction de l'éclairage public

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Fête de la Nature célèbre son 10^e anniversaire en 2021. En partenariat avec «La nuit est belle!» elle propose d'éteindre l'éclairage public le 21 mai prochain, soirée de lancement de cette édition anniversaire, ce que la Municipalité a accepté. Elle a, par ailleurs, adressé un courrier aux entreprises sises sur le territoire afin de les inciter à éteindre les lumières de leurs bâtiments et/ou de leur enseigne.

Outre une certaine économie due à l'extinction, cette action est aussi favorable à la biodiversité. Elle influence l'environnement et plus particulièrement la faune, même temporairement. De nombreuses espèces bénéficient de la réduction de l'éclairage public. Ce faisant, c'est une mesure concrète et importante de protection de la nature. Par ailleurs, si le ciel est dégagé, chacun pourra admirer la voûte céleste.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 mai 2021/CM – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, municipale, au 079 354 15 83

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 mai 2021**

Communication n° 16/05.2021

Objet: règlements communaux sur la distribution de l'eau potable, sur l'évacuation et l'épuration des eaux et sur la protection des arbres

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous avons le plaisir de vous indiquer que les règlements communaux susmentionnés ont été validés et signés par les Chefs de Département cantonaux concernés. Ceux-ci entrent en force à l'échéance du délai référendaire, soit vingt jours après la parution dans la Feuille des Avis Officiels.

Pour information, une mention, précisant l'annexe au règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux et demandée par la juriste cantonale, a été rajoutée. Il s'agit de la mention suivante : *«La Municipalité est autorisée à modifier les taxes annuelles en fonction des résultats d'exploitation, mais aux maximum mentionnés ci-dessus.»*

Quant au règlement sur la protection des arbres, adopté par le conseil communal le 26 août 2020, il s'avère que les modifications sont de minime importance et découlent de la Loi sur la procédure administrative. Il n'est donc pas soumis à la signature de la Cheffe du Département.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 mai 2021/CM – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, municipale, au 079 354 15 83

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 mai 2021**

Communication n° 17/05.2021

Objet: succession Marlies von Schallen

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous vous informons que nous avons reçu le certificat d'héritier de la Justice de Paix concernant la succession de M^{me} Marlies von Schallen, décédée le 25 janvier 2019, dont la moitié est au nom de la Commune et l'autre moitié au nom de Pro Senectute Vaud.

La Municipalité, en collaboration avec Pro Senectute, prendra les dispositions utiles pour vendre la maison, située au chemin de la Damaz.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 mai 2021/CM – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Anthony Hennard, municipal, au 079 458 79 41

**Communication de la Municipalité au Conseil communal
du 5 mai 2021**

Communication n° 18/05.2021

Objet: tenue des chiens en laisse

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous vous informons que le Canton a lancé une campagne d'information et de sensibilisation au sujet de la tenue des chiens en laisse sur le territoire cantonal.

En effet, à la suite de la modification du cadre réglementaire y relatif en juillet 2019, l'obligation de tenir les chiens en laisse, déjà valable en tout temps dans les sites de protection de la faune et des pâturages occupés par du bétail, l'est également du 1^{er} avril au 15 juillet en forêt et dans les prairies qui leur sont directement attenantes. Cette période correspond à la reproduction de la faune sauvage et constitue une étape-clé dans le maintien des populations d'espèces animales.

La présence de chiens non tenus en laisse peut occasionner l'abandon de la couvée ou des jeunes et les exposer aux prédateurs. De plus, des comportements de panique ou de défense peuvent se révéler dangereux pour l'homme comme pour les chiens. Par ailleurs, la non-divagation des chiens dans les prés évite aussi que leurs déjections soient ingérées par du bétail, ce qui peut occasionner des avortements chez les bovins.

La tenue des chiens en laisse revêt dès lors une importance particulière.

La Municipalité

Saint-Prex, le 5 mai 2021/CM – 101.02

Pour tout renseignement, s'adresser à M^{me} Carine Tinguely, municipale, au 079 354 15 83



MUNICIPALITÉ
DE
SAINT-PREX

Sous-amendement

Préavis n° 08/09.2020

Demande d'un crédit pour financer:

- la sécurisation du plongeoir,
- le réaménagement de la plage, de l'accès au lac, de l'accès Nord et modification du chemin, abattage et remplacement des arbres, zone de grillades et petites démolitions et emplacement protégé pour les poubelles,
- le système d'arrosage et amenée d'eau potable,
- l'aménagement d'une terrasse en bois,
- et la place de jeux

La commission ad hoc nommée pour étudier ce projet propose, dans son rapport du 3 mai 2021, d'amender les conclusions du préavis susmentionné comme suit :

« 1. Amender le point 1 des conclusions du préavis 08/09.2020 comme suit :

Travaux d'entretien du plongeoir

D'autoriser la Municipalité à procéder aux travaux nécessaires à l'entretien du plongeoir ;

- *de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 180'000.- ;*
- *d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou les recettes courantes de la bourse communale ;*
- *d'admettre que cette dépense soit amortie en une fois l'année qui suit les travaux par reprise du compte de réserve 9281.04 Fonds d'entretien et de rénovation d'immeubles ;*
- *d'assurer que le planning des travaux prenne en compte que le plongeoir doit être ouvert durant la saison d'été 2021.*

2. Amender le préavis par la suppression de ses points 2 à 5

3. Approuver le préavis 08/09.2020 tel qu'amendé. »

Le montant déterminé par la commission s'est fait avant de recevoir un devis estimatif du bureau d'ingénieurs pour entreprendre les travaux. L'intervention sur le plongeoir devra se faire par une entreprise de serrurerie spécialisée dans les travaux lacustres et cette contrainte supplémentaire complexifie ces travaux.

De plus, la commission n'a pas tenu comptes des coûts engendrés par les études supplémentaires, avis d'expert et de droit.

De ce fait, la Municipalité dépose le sous-amendement suivant concernant le montant indiqué dans les conclusions susmentionnées au point 1, soit :

- Travaux d'entretien du plongoir selon devis du 3 mai 2021	Fr.	204'307.00
- Rapport d'analyse, expertise et avis de droit	Fr.	16'878.00
- Sous-total	Fr.	221'185.00
- Arrondi	Fr.	15.00
- Total TTC	Fr.	221'200.00

En conclusion de ce qui précède, la Municipalité vous propose, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le présent sous-amendement
- Entendu le rapport des commissions

DECIDE

1. De sous-amender le point 1 des conclusions de l'amendement déposé par la commission concernant le préavis 08/09.2020 comme suit :

Travaux de remise en état de la structure du plongoir

- D'autoriser la Municipalité à procéder aux travaux nécessaire à l'entretien du plongoir;
 - De lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 221'200.-;
 - d'admettre que cette dépense soit financée par un emprunt ou les recettes courantes de la bourse communale;
 - d'admettre que cette dépense soit amortie en une fois l'année qui suit les travaux par reprise du compte de réserve 9281.04 Fonds d'entretien et de rénovation d'immeubles;
 - d'assurer que le planning des travaux prenne en compte que le plongoir soit ouvert durant la saison d'été 2021.
2. D'admettre la suppression des points 2 à 5 du préavis.
 3. D'approuver le préavis 08/09.2020 tel que sous-amendé.

Approuvé par la Municipalité le 5 mai 2021

Au nom de la Municipalité

 Le Syndic D. Mosini		 La Secrétaire A. Guyomard
---	--	---

Délégués municipaux: M^{me} Carine Tinguely, municipale
M. Stéphane Porzi, municipal

Sous-amendement déposé devant le Conseil communal en séance du 5 mai 2021.